

L'URSS et ses conceptions de sa sécurité : De brejnev à Andropov

The USSR and Her Conception of Her Security From Brejnev to Andropov

Adriano Guerra

Volume 15, numéro 3, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701697ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701697ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Guerra, A. (1984). L'URSS et ses conceptions de sa sécurité : De brejnev à Andropov. *Études internationales*, 15(3), 477-491.
<https://doi.org/10.7202/701697ar>

Résumé de l'article

The international developments of the last few years have once more brought forth the traditional questions on the foreign policy of the USSR. The strong coming back of the Soviet military on the political scene has revived the debate on the nature of the Soviet power and on the role played by the Army and its representatives. Since 1975, Soviet policy has been what can be considered as a "policy of response", aimed at protecting the recently acquired "new frontiers" and at preventing the United States from availing themselves of the internal problems existing in the USSR to change the status quo to their advantage. Increasingly, the Soviet government, in his multiple interventions in various regions of the world - and particularly in Afghanistan - is resorting to the militarization of her ancient and new frontiers. This line of action makes the Soviet policy more and more unpredictable and intensifies the risks of confrontation around the globe.

L'URSS ET SES CONCEPTIONS DE SA SÉCURITÉ, DE BREJNEV À ANDROPOV

Adriano GUERRA*

ABSTRACT — *The USSR and Her Conception of Her Security From Brejnev to Andropov*

The international developments of the last few years have once more brought forth the traditional questions on the foreign policy of the USSR. The strong coming back of the Soviet military on the political scene has revived the debate on the nature of the Soviet power and on the role played by the Army and its representatives. Since 1975, Soviet policy has been what can be considered as a "policy of response", aimed at protecting the recently acquired "new frontiers" and at preventing the United States from availing themselves of the internal problems existing in the USSR to change the status quo to their advantage. Increasingly, the Soviet government, in his multiple interventions in various regions of the world – and particularly in Afghanistan – is resorting to the militarization of her ancient and new frontiers. This line of action makes the Soviet policy more and more unpredictable and intensifies the risks of confrontation around the globe.

I – LES INTERPRÉTATIONS CONTRADICTOIRES EN PRÉSENCE

L'incident tragique de l'avion coréen abattu dans le ciel de l'île Sakhaline, puis le début de l'installation des Cruise et des Pershing en Europe de l'Ouest, et la prévisible (mais non moins grave) interruption des pourparlers de Genève décidée par les Soviétiques (doublée au même moment d'une série de mesures de rétorsion), remettent à l'ordre du jour les interrogations traditionnelles sur la politique étrangère de l'URSS, et plus généralement, sur son rôle et sa mission sur la scène internationale.

Le fait qu'on ait assisté, parallèlement à la maladie d'Andropov, à un retour en force sur la scène politique des militaires soviétiques, redonne toute son actualité à une des plus vieilles querelles de notre temps, à savoir, le débat sur la nature du pouvoir soviétique et sur le rôle qu'y jouent l'armée et ses représentants.

En réalité, cette dernière question était déjà débattue depuis l'occupation de l'Afghanistan en décembre 1979 et la proclamation de l'« état de guerre » en Pologne avec la prise du pouvoir par un conseil militaire en décembre 1981. Les

* Directeur du Centre d'études de politique internationale (CESPI) du Parti communiste italien, Rome.

événements polonais ont même fait dire à certains que les pays de l'Est, tous plus ou moins en crise, devraient recourir éventuellement à ce type de « solution »¹.

Mais, alors qu'à l'époque de l'Afghanistan le thème dominant était celui de la « menace soviétique », on retrouve plutôt deux ans plus tard celui d'une URSS en prise à un « syndrome », à une « obsession » de sa sécurité (ou mieux, de son « insécurité »), avec une modification importante des accents, même si, sur la question du rôle des militaires, les conclusions sont restées inchangées pour l'essentiel².

Le thème de la « menace soviétique » a été mis de côté, encore que de façon relative, pour diverses raisons. D'abord, parce qu'un thème de remplacement, celui du « déclin » de l'URSS, d'un affaiblissement de ses moyens politiques, économiques et militaires, a été avancé, souvent par les mêmes voix qui hier ne parlaient que d'« expansionnisme ». En vérité, l'idée d'un recul de l'URSS circule depuis longtemps, au vu des flottements de sa politique face aux problèmes internes et internationaux qui l'assaillent³.

La presse chinoise elle-même, qui avait longtemps parlé d'expansionnisme soviétique, en est arrivée à soutenir que l'URSS avait temporairement adopté une politique donnant priorité à sa sécurité interne et mettant au second plan l'expansion extérieure. Assez explicitement, les Chinois affirment, renversant leurs déclarations précédentes, selon lesquelles les Soviétiques étaient sur la défensive et les États-Unis à l'attaque⁴.

Aux États-Unis même, un nombre grandissant d'auteurs compétents ont souligné combien l'URSS s'épuisait toujours plus (avec l'aggravation de ses problèmes internes et de sa situation économique) à faire face à ses devoirs de puissance mondiale. Ces auteurs ont déclaré en conséquence que l'URSS devenait de plus en plus « vulnérable », quand ils ne disaient pas tout simplement qu'elle était en train de « s'écrouler »⁵. De là la nécessité d'une révision profonde de l'orientation et des objectifs mêmes de la politique extérieure américaine, et d'un abandon des vieux cadres de référence. Ces derniers étaient dominés par l'idée d'un équilibre à maintenir entre les deux superpuissances dans un monde essentiellement bipolaire, les États-Unis ayant renoncé, pour le moyen terme, à modifier cet équilibre en leur faveur. Aujourd'hui au contraire, les États-Unis de Reagan, peu à peu, se proposent non seulement de sortir définitivement de la crise la plus grave qu'il ait connue depuis 1945 (avec le Vietnam et le Watergate), mais de devenir *de facto* l'unique

1. Sur la signification « extra-polonaise » de la « solution Jaruzelski », voir par exemple L. VASCONI, « L'héritage de Brejnev », *Mondoporaio*, no. 11, 1982.

2. F. LEWIS, « Ce que nous dit l'incident du Boeing sur la Russie », *International Herald Tribune*, 7 septembre 1983; V. PETROV, « L'obsession des Russes dans la défense de leurs frontières », *International Herald Tribune*, 13 septembre 1983; F. BARBIERI, « I supermarescialli del Politburo », *La Stampa*, 15 octobre 1983.

3. Adriano GUERRA, *Dopo Breznev. E' riformabile il socialismo sovietico?* Rome, 1983, 200 p.

4. Xie XIISOCHUANG, *Nouveaux éléments de la rivalité USA-URSS*, in *Shije Zhishi*, no. 3, 1983 (voir *China Report*, no. 421, 1983).

5. Voir en particulier les rapports des Départements américains de l'Agriculture et du Commerce, juillet 1982. Pour une analyse de la politique de Reagan envers l'URSS, voir en particulier S. BIALER et J. AFFERICA, « Reagan and Russia », *Foreign Affairs*, Hiver 1982-83, vol. 61, no. 1.

puissance vraiment globale, en modifiant les rapports de force avec l'URSS sur la scène mondiale. Il ne s'agit pas seulement d'un virage de conjoncture: Peu à peu, d'abord d'une façon contradictoire avec Carter, puis de plus en plus fermement et précisément avec Reagan, s'est mise en place une nouvelle politique de sanctions économiques, d'embargos sur les exportations de technologie, de « linkage »; politiques devant, dans la perspective américaine, créer des difficultés insupportables à l'URSS, engagée de plus en plus dans la course aux armements, et montrée du doigt comme « matrice du terrorisme » et « empire du mal »⁶.

Bien sûr, certaines voix aux États-Unis ont mis en garde contre les conséquences funestes pour le pays d'une politique basée sur l'idée d'un évitable « effroulement » de l'URSS⁷, mais l'image d'une Union soviétique en déclin et conséquemment à la merci des initiatives de l'autre grande puissance semblait confirmée de façon éclatante par les dernières années de Brejnev, marquées par l'immobilisme, sur le plan interne comme sur la scène internationale. Dans cette perspective, l'occupation même de l'Afghanistan, impuissante à garantir une solution politique à la crise ouverte dans ce pays, tout comme les efforts soutenus de l'URSS pour réprimer les tendances centrifuges en Europe de l'Est et pour donner vie en Afrique et en Asie à des blocs homogènes et compacts similaires à celui d'Europe de l'Est; tout cela pouvait être vu – disait-on – dans une optique différente ... C'était sans doute le signe d'une « politique de puissance » basée sur l'étalement de la force militaire, mais ce recours même à la force par l'URSS, manifesté de façon croissante, trahit chez ses dirigeants la conscience qu'ils ont de l'initiative désormais prise par les États-Unis sur la scène internationale, devant laquelle il ne leur reste plus qu'une « politique de réponse » et de retour aux « frontières sûres ». On peut certes faire d'autres lectures de ces événements, les voir par exemple comme une tentative, au fur et à mesure que se retrécit l'aire d'influence soviétique, d'augmenter les espaces de contrôle direct en Asie et en Afrique. Le conflit États-Unis/URSS, comme il s'est développé depuis le Vietnam, semble pourtant à l'auteur de ces lignes plus compliqué que l'image, vraisemblable mais certainement réductrice, d'une « Amérique à la reconquête » d'un côté, et de l'autre, d'une Union soviétique repliée sur ses vieilles forteresses et sur ses certitudes immobilistes avec les conséquences inévitables de ce choix. Par ailleurs, comme on l'a dit, l'image d'une URSS en proie à une fièvre expansionniste ne tient pas non plus, même si la politique soviétique a comporté sans doute des poussées aventuristes. On est probablement ici devant un des problèmes les plus complexes de l'histoire contemporaine: celui de l'évaluation des années de Brejnev, en particulier celles qui ont suivi 1975. Les jugements sur cette période sont les plus contradictoires. On a parlé

6. Sur les grandes lignes de la « nouvelle orientation stratégique » de Reagan, voir R. BRANCOLI, *La Repubblica*, 23 mai 1982. Les déclarations de Reagan qui y sont citées sont contenues dans le discours prononcé le 8 mars 1983.

7. En plus des sources citées en (5) et en (6), voir F. BARBIERI, *La Stampa*, 30 avril 1983, qui contient une revue des positions de soviétologues américains (R. Kaiser, R. Piper, S. Bialer, R. Conquest). Les plus dures critiques de la thèse de « l'effroulement » sont venues de A. Harriman, R. S. McNamara et G. Kennan.

d'« immobilisme » et de « stabilité » (deux choses différentes), de « déclin » et de « phase expansionniste »⁸.

II – DIFFICULTÉS NOUVELLES ET RÉPONSES CONSERVATRICES

Le débat sera peut-être clarifié si on tient compte du fait que les années Brejnev correspondent à une des périodes où l'URSS a vécu une des plus graves crises de son histoire, et durant laquelle elle s'est affirmée pour la première fois comme puissance globale (rôle, ajoutons-le, reconnu durant ces années par les États-Unis). Cela dit, la politique soviétique eu égard à sa sécurité peut être correctement évaluée en tenant compte de la contradiction déjà soulignée: le vieux concept de la « frontière sûre » est toujours central, mais la frontière apparaît dilatée, comprenant désormais les aires d'influence de l'URSS (« l'empire »), et incluant aussi l'idée de parité stratégique avec les États-Unis, parité tout juste conquise. Cependant, cette « nouvelle frontière » tout comme le type particulier d'équilibre qu'elle présuppose, n'est absolument pas linéaire. Quand on parle d'équilibre, on ne peut réduire la confrontation États-Unis/URSS au thème des armes stratégiques ou, plus généralement, à celui de la puissance militaire, en ignorant les autres éléments – politiques, économiques, sociaux – qui peuvent augmenter ou réduire les potentialités d'un pays. Aujourd'hui – et voici la racine de la contradiction majeure de l'URSS de Brejnev – la réalisation de la parité stratégique se réalise au moment où, pour d'autres raisons, l'équilibre réel entre les deux puissances, longtemps en faveur de l'URSS (voir le Vietnam), s'est déplacé en faveur des États-Unis. Cette conclusion s'impose si on évalue la dynamique des rapports de force entre les deux superpuissances, en tenant compte non seulement des facteurs militaires (considérés globalement, sans privilégier tel ou tel type d'armement), mais aussi des facteurs économiques et politiques. Ainsi, on peut relever, en donnant à ces divers facteurs leur juste poids, qu'entre 1975 et 1979-1980, l'URSS s'est trouvée face à des difficultés croissantes: chute verticale des principaux indicateurs économiques, crise de l'agriculture et explosion du « problème alimentaire » comme problème politique, endettement envers l'Occident, crise polonaise, etc.⁹ Il est bien évident qu'il ne s'agissait pas là de difficultés conjoncturelles et faciles à surmonter. Après 1975, c'est-à-dire après Helsinki, l'URSS a paru frappée d'immobilisme dans sa politique européenne alors qu'il était possible de dépasser en Europe les problèmes les plus graves de la guerre froide.

8. Sur la politique et le rôle de Brejnev dans sa dernière période, voir « After Brezhnev: Sources of Soviet Conduct in the 80's » (ed. by R. Byrnes, Blommington, 1983); A GUERRA, *Dopo Breznev*, op. cit., R. DI LEO, *Sugli anni di Breznev*, Laboratorio Politico, no. 1, 1983; ZD. MLYNAR, *Stabilisation relative des systèmes de type soviétique dans les années 70*, Munich 1983; « Youri Andropov et l'héritage brejnevien », *La Documentation Française*, no. 471, 1983 (comprenant des écrits de M. Rush, A. Brown, M. Tatu, R. Pitchell, A. Nove, J. Hough, R.P. Barston); « The Andropov Accession » in *Problems of Communism*, no. 4, 1983 (écrits de M. Rush, R. Meissner, A. Brown, D.K. Simes); « L'après-Brejnev » in *Politique étrangère*, no. 4, 1982 (écrits de Z. Brzezinski, H. Carrère d'Encausse, R. Pipes).

9. J. LÉVESQUE, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Paris, A. Colin, 1983, pp. 265-322.

L'initiative est alors passée aux États-Unis, avec la campagne de Carter sur les « droits de l'homme », basée bien sûr sur un usage « instrumental » du thème de la liberté, mais qui a pu connaître un certain succès parce qu'elle touchait au cœur la contradiction entre le développement de la société en URSS et les structures d'un système monolithique, parce qu'elle mettait le doigt sur la crise du socialisme soviétique. Les raisons de l'inadaptation de la politique de l'URSS sont donc à chercher dans le système soviétique lui-même et dans ses contradictions propres. La même conclusion s'impose lorsqu'on examine l'évolution, des années 60 aux années 70, des rapports entre l'URSS et le Tiers-monde. Pourquoi l'URSS, qui durant toute une période avait pu soutenir avec succès sur les plans politique, économique et militaire, les divers fronts de libération impliqués dans les luttes anti-coloniales (lesquels prenaient ensuite, une fois l'indépendance réalisée, des voies de développement non capitaliste), perd-elle maintenant, et de façon très visible, son influence au Moyen-Orient et dans les grandes parties de l'Asie et de l'Afrique ? En premier lieu, ce sont les facteurs économiques qui ont pesé, les difficultés qu'a eu l'URSS à soutenir les pays nouvellement indépendants au moment où, en prise à des contradictions internes, elle était contrainte à importer de la technologie et du grain, à vendre du pétrole et des matières premières, se posant ainsi en concurrent du Tiers-monde face au monde capitaliste. Mais au-delà des problèmes économiques, les problèmes politiques ont aussi joué, et d'abord, l'absence de l'URSS (non compensée par une aide qui est devenue de moins en moins efficace bien qu'importante) en des formes qui sont progressivement devenus les nouveaux fronts de la lutte des mouvements de libération devenus gouvernements : Cancun, les conférences Nord-Sud, les FMI, etc. Ainsi, les causes économiques de l'affaiblissement de la politique de l'URSS face au Tiers-monde ont-elles acquis une dimension politique. D'une façon plus générale, quand on parle des causes politiques de cet affaiblissement, on doit donc souligner la « chute de l'image » de l'URSS, qui a fait son œuvre durant toute cette période aux yeux de millions d'êtres humains. Une série de faits a commencé à démontrer que le « modèle soviétique » n'était pas seulement inapplicable aux pays capitalistes développés, mais ne pouvait plus davantage être un modèle pour les pays du Tiers-monde comme voie de sortie du sous-développement, passé un certain niveau de développement¹⁰. Et ceci parce que dans les pays mêmes qui l'avait adopté, le « modèle soviétique » ne pouvait survivre qu'au prix de réformes profondes, à défaut desquelles il ne pouvait plus poser en « solution socialiste » aux yeux du monde. Le message de la Tchécoslovaquie de 1968 et celui de la Pologne de 1980 était clair à cet égard et posait toujours plus aigu le problème central du système politique de ces pays, et du rapport pouvoir-société.

La politique de l'URSS, tendant à bloquer toute poussée réformatrice par des interventions directes ou par le recours à des mesures répressives dans les divers pays sous son ombrelle, et ce au nom de la défense du « vrai socialisme », a causé un tort profond à l'idée même de « réformabilité » du système, et discrédité jusqu'à l'idée du socialisme. Ce n'est pas un hasard, du reste, si durant ces années les expressions comme « internationalisme socialiste » ou « mouvement communiste

10. Voir les interventions de W. BRUS aux tables rondes sur la crise économique dans les pays socialistes dans *Marxism Today*, no. 2, 1982.

international », qui avaient par le passé joué un rôle important (à l'époque où « défendre la patrie du socialisme » était « le premier devoir de tout internationaliste ») ont perdu toute signification. Il n'y a pas que la question du socialisme qui est ici touchée, car les changements intervenus dans la politique internationaliste de l'URSS ont eu des répercussions sur la politique étrangère de l'État soviétique, en particulier vis-à-vis des États-Unis. Les facteurs d'affaiblissement politique de l'URSS, que nous avons indiqués, se traduisent inévitablement en termes militaires – pensons aux conséquences pour la marine soviétique de l'exclusion *de facto* de l'URSS du Moyen-Orient¹¹, ou aux raisons qui empêchent les armées tchécoslovaque et polonaise de jouer le plein rôle que le Pacte de Varsovie voudrait leur assigner en termes de puissance de feu¹².

L'examen ici ébauché de l'URSS face aux nouveaux rapports de force internationaux, pourrait être complété par une énumération des points de montée de tensions et d'atténuation (il y en a : par exemple l'Iran) dans la confrontation avec les États-Unis. Nous ne le ferons pas ici, ce problème débordant le cadre de cet article. Soulignons seulement que tous les auteurs (ou presque) sont d'accord sur un point précis qui nous servira pour poursuivre notre exposé, à savoir, que les États-Unis sortent actuellement de la grande crise symbolisée par le Vietnam et le Watergate, et améliorent régulièrement depuis 1975 leur position face à l'URSS, mais aussi face aux autres pays industrialisés (en premier lieu l'Allemagne et le Japon) qui avaient précédemment modifié leurs rapports de dépendance face au grand allié.

C'est donc aussi en tenant compte de cela que la politique soviétique depuis 1975 peut être vue comme « politique de réponse » particulière, puisque destinée à sauvegarder ces « nouvelles frontières » tout juste acquises et à empêcher que les États-Unis n'utilisent les difficultés internes de l'URSS pour réussir à modifier en leur faveur le statu quo. De là l'origine d'un autre aspect de la politique de Brejnev : la présence, parallèle aux éléments d'immobilisme et de durcissement précités (illustrés symboliquement et dramatiquement par l'évolution de l'aspect physique de Brejnev lui-même durant ses cinq dernières années), d'initiatives offensives inopinées (l'appui au Vietnam dans l'affaire cambodgienne, la présence en Afrique par Cubains interposés, l'intervention en Afghanistan), selon une ligne d'action insistant toujours plus sur la présence militaire, sur la militarisation des frontières anciennes et nouvelles, rendant de plus en plus imprévisible la politique soviétique, et dangereuse la situation internationale.

Le déploiement des SS-20 en Europe dans la deuxième moitié des années 70 doit être vu dans cette optique, comme une tentative de modifier, par un acte improvisé et donc imprévisible, les rapports de force sur la scène européenne, pour compenser des reculs survenus ailleurs, par exemple au Moyen-Orient, et pour toujours sauvegarder, d'une façon ou d'une autre, l'équilibre général. Les diverses justifications avancées par les Soviétiques à l'appui de la décision prise alors par Brejnev – qui présentait ces développements comme un processus normal de

11. G. FANTONI, *La flotta sovietica nel Mediterraneo*, Centro di studi strategici, LUISS, no. 3, 1983.

12. Sur la confrontation OTAN-Pacte de Varsovie, voir l'essai de C. KRAUSE in *Die Neue Gesellschaft*, no. 11, 1982; et aussi *Soviet Military Power*, Washington, 1982.

modernisation¹³ – ne sont pas convaincantes parce qu'elles ne prennent pas en considération le fait que les SS-20, en comparaison avec le précédent type d'armement, avaient des caractéristiques nouvelles qui modifiaient l'équilibre précédemment atteint (comme du reste l'admettra implicitement l'URSS quand Andropov fera ses propositions de réduction). Mais en même temps, les Européens et les Américains qui ont parlé des SS-20 comme d'un « pêché originel » ne convainquent guère plus, car ceux-ci doivent aussi être vus comme une réponse aux missiles intercontinentaux déployés aux États-Unis dans les années 60¹⁴.

L'échec de la tentative d'Andropov de parvenir à un accord à Genève par la proposition des « retraits successifs » de missiles européens a bien fait ressortir les torts durables causés par la politique « dure » et improvisée de son prédécesseur.

Toute l'offensive diplomatique déployée par Andropov dès son accession au secrétariat général du PCUS, après un départ vigoureux qui avait fait parler d'un style nouveau, voire d'une dynamique nouvelle, s'est donc rapidement perdue, en 1983, dans les sables de l'immobilisme¹⁵. Les tentatives de trouver une solution politique au conflit afghan via une entente avec le Pakistan et une médiation de l'Inde, puis du secrétaire général de l'ONU, se sont fait arrêtees après les premiers pas. Pour cette raison – et aussi faute de solution aux problèmes ouverts en Asie du Sud-Est par l'occupation vietnamienne du Cambodge – les pourparlers avec la Chine, qui avaient progressé sur le plan des relations culturelles et économiques, n'ont débouché sur aucun résultat politique¹⁶.

On peut au contraire parler d'une détérioration de la situation, causée, ici aussi, par la décision soviétique de déployer dans les territoires orientaux de l'URSS un certain nombre de SS-20, qui modifiaient l'équilibre stratégique dans la région et qui eurent pour effet de compliquer des pourparlers déjà difficiles. En Afrique, durant la même période, la tentative de donner vie à un bloc politico-économico-militaire homogène, construit sur le « modèle soviétique » et dirigé par l'URSS, mourait de sa belle mort. L'Éthiopie, le Yémen du Sud, puis le Mozambique et l'Angola, même s'ils continuent à accorder un caractère privilégié à leurs rapports avec l'URSS, Cuba et les autres pays du COMECON, ont commencé à diversifier leurs relations politiques et économiques, en se tournant vers les pays occidentaux (Allemagne, France, Italie, États-Unis) dans une perspective « non-alignée » voisine des thèses yougoslaves sur l'équidistance. Ce virage politique impliquant

13. Ugroza Evrope, Moscou, 1982 (Réponse à diverses questions sur la doctrine militaire soviétique et l'équilibre militaire entre les États-Unis et l'URSS, entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Document produit par le « Comité soviétique pour la sécurité et la coopération en Europe » et par le « Conseil scientifique pour l'étude des problèmes de la paix et du désarmement »).

14. Otkuda ishodut ugroza miru, Moscou, 1982 (Réponse soviétique à l'opuscule *Soviet Military Power*).

15. Quelques écrits sur la première année d'Andropov: G. BOFFA, « Si può riformare il modello sovietico » (interview menée par B. Gravagnuolo), *Rinascita*, no. 43; R. MEDVEDEV, « Andropov anno primo », *La Repubblica*, 13 novembre 1983; A. GUERRA, « Andropov e le riforme difficili. Ad un anno dalla morte di Breznev », *Rinascita*, no. 45, 1983; D. VERNET, « La première année de M. Andropov. Une reprise en main générale », *Le Monde*, 9 novembre 1983; M. TATER, « Andropov au pouvoir: Une succession à revoir » in *Politique internationale*, no. 27, 1983.

16. Voir M. DASSU, « Cina e URSS verso una normalizzazione dei rapporti? Contenuti e prospettive del dialogo cino-sovietico » in *Dossier del CESPI*, no. 13, 1983.

l'abandon de l'idée de bloc africain, a vraisemblablement reçu l'aval d'Andropov (ce qui est une des modifications importantes introduites lors de son règne).

Les choses n'ont pas été mieux au Moyen-Orient : au contraire, depuis les jours terribles de la bataille de Beyrouth jusqu'au départ d'Arafat en passant par le massacre de Sabra et Chatila, ce qui a frappé les observateurs, est le vide de la politique soviétique, frileuse et impuissante à intervenir dans une région pourtant peu éloignée des frontières de l'URSS¹⁷.

Enfin, en ce qui concerne les rapports de l'URSS avec ses alliés est-européennes, on peut dire en se référant à la dernière période de Brejnev et à la première année d'Andropov, que la politique visant à bloquer et à réprimer les poussées centrifuges à l'intérieur du Pacte de Varsovie et les réformes à l'intérieur de chaque pays n'a pas donné les résultats escomptés. D'une part, on l'a vu en Pologne, mais aussi ailleurs, le divorce entre le pouvoir et la société n'a jamais été si profond que maintenant. Le scepticisme, la méfiance et le « décrochage » consécutifs à la défaite de Solidarnosc, le recul qui en a résulté pour les groupes favorables aux réformes dans les autres pays du bloc, ont causé un affaiblissement des pays de l'Est, individuellement et pris globalement.

Les divergences à l'intérieur du Pacte se sont approfondies. Elles n'ont pas manqué dans le passé (voir les positions de la Roumanie sur l'Allemagne à l'époque de la « grande coalition », sur la Chine, sur le conflit du Moyen-Orient), mais elles n'avaient jamais atteint le caractère et l'importance qu'on a pu leur observer en 1983, lorsque les différents pays se sont présentés, de fait, en ordre dispersé sur la question de l'heure, celle des euromissiles. Il n'y a pas que la Roumanie à avoir fait entendre une voix discordante (elle a continué à s'adresser dans les mêmes termes à chacune des superpuissances); il y a la Hongrie et la Bulgarie (exemptée d'avoir à accueillir sur leurs territoires les missiles soviétiques); et encore la Tchécoslovaquie et la RDA (qui eux ont accepté de recevoir ces missiles de réponse aux Pershing et aux Cruise); tous ces pays donc ont exprimé des réserves bien appuyées, pour garder ouverte la voie du dialogue avec l'Ouest. Il est difficile de dire jusqu'à quel point ces différenciations (qui se sont quelquefois manifestées de manière bruyante) sont l'expression d'un débat ou d'une véritable lutte politique qui se serait ouverte à l'époque de la maladie d'Andropov.

Il est pourtant évident que les pays d'Europe de l'Est n'ont pas pu ne pas voir que la confrontation ouverte entre les États-Unis et l'URSS menaçait le système de relations économiques et politiques Est-Ouest né en Europe avec la détente, et qui avait créé des marges d'initiatives autonomes pour les divers pays du bloc soviétique, réduisant par là leur dépendance envers l'URSS. Ces espaces nouveaux d'autonomie étaient modestes mais bien réels (pensons aux relations entre les deux Allemagne, à l'interpénétration des marchés de l'Est et de l'Ouest, aux accords de coopération, qui rompaient avec une certaine manière de concevoir les blocs, à l'entrée de la Hongrie au FMI, à la signature d'accords entre ce dernier, la CEE et divers pays de l'Est); et il importait de les préserver du danger que signifiait pour eux un retour à la guerre froide. Ceci survenait au moment où toute une série de facteurs, mis en évidence par la crise polonaise (les niveaux atteints par l'endettement-

17. J. LÉVESQUE, *op. cit.*, pp. 295 et suivantes.

ment, et surtout la montée du mécontentement populaire et les risques qui en découlent pour la stabilité des groupes dirigeants), ont à leur tour poussé ces pays à des mesures de contrôle plus étroit de leurs populations et à une plus grande dépendance envers l'URSS. Cette dernière, de son côté, tenaillée par les difficultés internes, par les répercussions de la crise économique internationale et par la nécessité de faire face avec des moyens exceptionnels à des situations de crise comme en Pologne, était amenée à se prévaloir de plus en plus de ses avantages dans le système de division du travail qui caractérise le Comecon, à repousser toute réforme des structures et des programmes de la communauté, et à imposer aux alliés des hausses de prix pour les produits énergétiques et les matières premières sous peine de rupture des approvisionnements.

Ainsi, les vieilles divergences au sein du Comecon se sont aggravées continuellement, prenant une tournure politique inédite. La ligne soviétique du durcissement trouva ici des obstacles croissants, mais aussi des motivations nouvelles.

On ne se surprendra donc pas que ce soit justement sous Andropov, après la disparition de la dynamique initiale consécutive à son avènement, que la ligne de la « frontière sûre » soit revenue en force, explicitée d'abord par Gromyko – qui durant son intervention à la conférence de Madrid dissipa les flottements initiaux au sujet de l'affaire du Boeing 747 en déclarant inévitable le recours à la force devant toute violation des « frontières sacrées » de l'URSS – puis par le secrétaire général lui-même dans sa très dure réponse à Reagan, le 28 septembre¹⁸. Ce document d'Andropov était certainement motivé par la nécessité de donner une réponse efficace du point de vue propagandiste du discours américain, qui ne pouvait être vu, à Moscou mais aussi ailleurs, que comme une poussée offensive dangereuse et provocatrice par son langage de « guerre froide ». Mais il faut dire que la réponse d'Andropov, qui repoussait toute possibilité de « dialogue fructueux » avec « l'actuelle administration américaine » excluait à son tour toute possibilité d'ouverture politique.

Malgré toutes les différences historiques, on peut rapprocher cet épisode et celui de 1947-1949, quand les États-Unis de Truman et l'URSS de Staline interrompirent le dialogue et mirent en demeure le reste du monde de choisir son camp dans la lutte désormais ouverte entre les deux superpuissances. L'humanité, il faut le dire et le redire, a payé un prix énorme pour ce choix.

III – LES FONDEMENTS HISTORIQUES DE L'APPROCHE SOVIÉTIQUE

Devant le caractère péremptoire du discours de l'URSS qui continuait à insister sur le rôle primordial des forces armées dans la protection de son territoire et dans sa conception de sa sécurité, il est justifié de chercher – comme beaucoup l'ont fait – à l'époque du « socialisme dans un seul pays » et de « l'encerclement capitaliste » les racines de cette tendance obsessionnelle à voir d'un oeil « tragique » la position du pays par rapport au reste du monde. Il y en a même qui ont cru voir dans la Russie des Tsars l'origine de cette « peur de la guerre », précise et symptomatique,

18. *Pravda*, 29 septembre 1983.

qui aurait caractérisé et caractériserait toujours l'attitude des dirigeants de Moscou, persuadés que les seules menaces contre leur État ne peuvent venir que de l'extérieur, que d'une défaite militaire.

Il est du reste naturel que la République soviétique, après l'échec de la révolution en Occident et l'encerclement qui s'ensuivit, ait repris pour son compte les peurs et les faiblesses du vieil État autocratique, « géant aux pieds d'argile ».

Lénine était d'ailleurs bien conscient du poids que le caractère arriéré de l'État russe avait pu avoir dans l'échec de la révolution en Occident. De là la nécessité de garantir à la jeune République les moyens de se défendre et de soutenir le processus révolutionnaire mondial avec la conscience du rôle que devait jouer, dans la chute du capitalisme, la violence révolutionnaire, comme allait l'énoncer le 6^{ème} Congrès de l'Internationale communiste, en 1928: « la chute du capitalisme est impossible sans la violence, sans un soulèvement armé, sans guerre contre la bourgeoisie », dans un monde où les guerres sont « inévitables »¹⁹. Après la mort de Lénine et le début de la phase du « socialisme dans un seul pays », Staline cherchera encore dans les retards et les faiblesses du pays les motivations de sa politique de militarisation totale de la société, qui devait contribuer de façon décisive à ouvrir la voie aux autres aspects du stalinisme et à donner au socialisme soviétique ses aspects définitifs²⁰.

Certes, on ne peut réduire la discussion sur les origines et la nature du stalinisme au thème de la sécurité. Il ne fait toutefois pas de doute que les grands choix de Staline (industrialisation rapide avec priorité à l'industrie lourde au détriment de l'agriculture et de l'industrie légère, attribution à l'État de pouvoirs immenses dans tous les aspects de la vie économique et sociale, identification du Parti avec l'État) sont intimement reliés au caractère prioritaire des problèmes de la défense d'un jeune État en danger de mort. Les raisons qui ont peu à peu donné à l'Armée Rouge et à ses commandants – c'est-à-dire à l'instrument chargé de veiller sur la sécurité de l'État – un rôle extraordinaire et des pouvoirs croissants (voire autonomes) deviennent, dans ces conditions, évidentes.²¹

De la même manière et pour les mêmes raisons, l'industrie militaire – qui se voyait imposer des rythmes de croissance nettement supérieurs à ceux des autres secteurs (et à des conditions très particulières)²² – est devenue peu à peu un sujet politique et un facteur des plus importants dans le processus de prise de décision. On doit garder cela présent en mémoire lorsqu'on cherche à mesurer le rôle tenu

19. Les thèses sur l'internationale communiste et la guerre (29 août 1928) sont tirées de A. AGOSTI, *La Terza internazionale*, vol. 2, t. 1, Rome, 1976, pp. 956-978. Sur les racines historiques du « complexe de la sécurité », voir aussi M. KALDOR, *The Baroque Arsenal*, Londres, p. 73 et suivantes; R. LEGVOLD, « The Concept of Power and Security in Soviet History » in *Adelphi Papers*, no. 151; D. HOLLOWAY, « War, Militarism and the Soviet State » in *Protest and Survive* (E. Thompson et D. Smith, ed.), Londres, 1980; de HOLLOWAY, voir aussi *The Soviet Union and the Arms Race*, New Haven, 1983.

20. G. BOFFA, *Storia dell'Unione Sovietica*, vol. I, Milan 1976, pp. 255-331.

21. Sur les origines de l'Armée rouge, voir F. BENVENUTI, *I bolscevichi e l'Armata rossa*, Napoli, 1983, pp. 303.

22. V. ZASLAVSKI, *Il consenso organizzato. La società sovietica negli anni di Breznev*, Bologne, 1982, pp. 66-68.

hier et aujourd'hui dans le système soviétique par les militaires, sans pour autant plaquer ici les modèles de « groupes de pression » ou de « complexe militaro-industriel » utilisés pour analyser d'autres formations historiques²³. Au départ donc, il y a le choix politique de militariser la société, arrêté par le Parti pour faire face à la guerre civile et à l'intervention étrangère. On doit partir de là si on veut cerner précisément le rôle des militaires tout au long de l'histoire soviétique. Au même moment où le processus de militarisation de la société transformait aussi le parti lui-même en une « unité de combat » (soumise – comme l'a montré G. Procacci²⁴ – à des règles de comportement militaires: commandement unique, discipline, rapports hiérarchiques, etc.), un « pouvoir militaire » proprement dit naissait et s'affirmait. Toutefois, il s'agissait (et il s'agit toujours) d'un pouvoir délégué et bien limité. Dans tous les cas, le « primat du politique » et le rôle de guide joué par le Parti restaient toujours en vigueur. Les « commissaires politiques » gardaient toujours préséance sur les commandants militaires. Mais il s'agissait d'un pouvoir bien réel, pas seulement dû au prestige conquis par les militaires durant la guerre civile, et plus tard durant la Seconde Guerre mondiale. La réalité de cette influence peut être historiquement vérifiée dans certains moments de tension réelle entre le pouvoir civil et le « pouvoir militaire »: qu'on se souvienne des critiques formulées par Khrouchtchev au sujet du « bonapartisme » de Joukov, qui témoignent d'une aire d'autonomie des militaires.

On peut affirmer que si l'Armée rouge n'a jamais « élu de secrétaire général », comme on l'a dit, elle a pu cependant peser de tout son poids pour bloquer certains choix de politique économique comme ceux visant à modifier, voire à renverser (cf. Malenkov en 1953; Brejnev et Kossyguine après l'évincement de Khrouchtchev) le rapport entre industrie lourde et industrie légère²⁵.

À la base de la force de l'industrie lourde (et de ceux qui la représentent) il y avait et il y a toujours en premier lieu l'industrie militaire. Et chaque fois que la ligne du « primat de la sécurité » est affirmée et que la capacité politique des autorités s'affaiblit, le poids du « parti de l'industrie lourde » augmente en conséquence. Cette réalité se vérifie dans la doctrine militaire soviétique, telle qu'elle naquit aux jours de la guerre civile, et telle qu'elle est restée depuis, articulée autour de quelques grands principes (identifiés par I. Erickson²⁶) qui n'ont pas changé pour l'essentiel: rôle attribué au facteur numérique, à la puissance de feu et à la mobilité des unités (en présence des grands espaces), refus de compter sur l'usage prioritaire d'un seul type d'instruments. Cette politique de la sécurité appliquée par l'URSS n'a-t-elle pas, malgré tous les dommages humains, sociaux et économiques qu'elle a

23. Sur le rôle politique des forces armées soviétiques, voir aussi: S. FAGIOLO, *I gruppi di pressione in URSS*, Bari, 1977, pp. 113-151; W. W. ROSTOW, *The Dynamics of Soviet Society*, New York, 1977; Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Il potere in URSS*, Rome, 1981, pp. 145-160; V. ASPATURION, « The Soviet Military-Industrial Complex: Does it exist? » in S. ROSEN (ed.) *Testing the Theory of the Military Industrial Complex*, Lexington, 1975.

24. G. PROCACCI, « Il partito nel sistema sovietico, 1917-1945 », *Critica Marxista*, n. 1 et 2, 1974.

25. A. GUERRA, *Gli anni del Cominform*, Milan, 1977, pp. 146 et ss.

26. J. ERIKSON, *The Soviet High Command. A Military-Political History, 1918-1941*, Londres, pp. 207 et ss.

causés, le mérite d'avoir permis à l'Union soviétique de sortir rapidement et efficacement du sous-développement malgré les conditions d'encerclement qu'elle connaissait ? La question mérite en tout cas d'être soulevée. Les discussions ont été vives sur les « mérites » de Staline, voire sur sa « nécessité » : le développement économique issu de sa politique aurait-il pu être obtenu par des voies différentes, par un rapport différent entre industrie et agriculture, entre industrie lourde et industrie légère ? Par des voies de communications différentes entre pouvoir et société ?

Il faut dire en tout cas que cette politique, qui devait permettre éventuellement à l'URSS de gagner triomphalement la guerre anti-nazie, a pourtant fait naufrage le 22 juin 1941 sur la question fondamentale qu'elle devait en principe régler : la sécurité des frontières. Et ce pour une série de raisons (notamment, à cause des coups portés à l'Armée rouge durant les procès de 1937-1938), mais surtout parce qu'elle s'est avérée impuissante à empêcher diplomatiquement l'agression nazie. Le pacte Molotov-Ribbentrop et ce qui s'en est suivi (déplacement des frontières vers l'Ouest, partage de la Pologne, annexion des républiques baltes) n'ont rien fait pour éviter l'attaque allemande.

L'échec du pacte germano-soviétique comme instrument valide pour garantir la sécurité des frontières et éloigner la guerre, engendra chez les dirigeants soviétiques une méfiance vis-à-vis des méthodes purement politiques. De toute façon, quand Jdanov affirma à la réunion constitutive du Cominform la thèse de la division du monde en deux camps opposés, la marge de manoeuvre en vue de maintenir les positions acquises s'était dramatiquement réduite²⁷. Pour éviter une répétition de 1941, on choisit une fois de plus l'extension des frontières vers l'Ouest et la militarisation du pays, et, au-delà, des démocraties populaires.

Les préoccupations de Staline étaient sans aucun doute fondées. Et à Yalta, Roosevelt comme Churchill le reconnurent et en tinrent compte. La voie choisie pour sauvegarder la sécurité faisait cependant abstraction du fait que le cadre international avait changé. Il avait changé d'une part parce que l'URSS, suite à la guerre anti-nazie, n'était plus une « forteresse assiégée », et d'autre part parce que l'ère nucléaire était arrivée, qui rendait anachronique les vieilles conceptions sur la sécurité.

En ce qui concerne les mutations survenues dans les rapports de force internationaux, il est clair que la ligne choisie par l'URSS, étendant à tout le « camp socialiste » la vieille politique du « socialisme dans un seul pays », et réaffirmant à toutes les forces démocratiques et révolutionnaires, le devoir prioritaire de défendre, une fois de plus, comme dans les années 1920 et 1930, les frontières du socialisme, cette ligne allait non seulement paver la voie funeste à la pleine restauration des méthodes du stalinisme, mais était de plus en contradiction avec l'évolution du monde qui allait se caractériser principalement dans l'après-guerre, par une vague révolutionnaire bien réelle, à savoir la liquidation de presque tous les empires coloniaux. Ainsi, cette conception de la sécurité (encore dominée par la mentalité d'assiégé et par l'idée d'une lutte implacable « camp contre camp » où l'on est « ou

27. A. GUERRA, *Gli anni del Cominform*, op. cit., pp. 301 et ss.

d'un côté ou de l'autre », avec la plus rigide des disciplines), s'opposait non seulement au principe de « voie nationale au socialisme », sur lequel travaillaient les PC des démocraties populaires et du monde capitaliste (voir la condamnation de la Yougoslavie comme « hérétique »), mais aussi à toute idée de neutralisme et de « troisième force ». Cela au moment où tous les continents voyaient se dérouler des luttes de libération, qui ne pouvaient se laisser enfermer dans les vieilles formules soviétiques et qui avaient besoin pour s'épanouir d'une attitude différente de la part de l'Union soviétique. Un changement de cap significatif eut lieu, comme on le sait, avec Khrouchtchev dès 1955, puis au XX^{ème} congrès du PCUS où l'on dénonça les erreurs et les crimes de Staline. Une série de déclarations et de gestes spectaculaires (reconnaissance de la neutralité de l'Autriche, voyage à Belgrade, appui au mouvement des non-alignés issu de Bandoung) ouvrit la voie à une révision assez nette de la politique de sécurité de l'URSS. Les moments culminants de cette révision – mise de l'avant en dépit de graves moments de recul ou d'arrêt (tragédie hongroise, affaire des U2, crise cubaine) – furent l'accord avec Nasser au sujet du barrage d'Assouan, les voyages aux États-Unis, et les premiers résultats obtenus en Europe par la politique de coexistence pacifique et d'émulation entre les deux systèmes. Les nouveautés apparues alors ont persisté et se sont affirmées pleinement, malgré la Tchécoslovaquie et le conflit avec la Chine, jusqu'aux premières années de Brejnev. Au moment où l'URSS se présentait comme force de médiation entre l'Inde et le Pakistan, et à l'occasion de l'« offensive de paix », commencée en 1969, qui devait mener à la conférence d'Helsinki, elle mettait au centre de sa politique extérieure le thème de la « sécurité en Europe » (dans une optique qui allait bien au-delà du schème des blocs opposés) et regardait ses propres frontières – traversées par des millions de touristes – d'une façon moins « frileuse ». Mais ces « offensives », comme nous l'avons déjà souligné, se sont perdues dans l'immobilisme et le raidissement militaire. On en revient vite à regarder d'un oeil suspect toutes les forces – non-alignés, « neutres », eurocommunistes, pacifistes – qui n'acceptaient pas la logique des blocs, et l'on s'isole une fois de plus des luttes de transformation sociale, en se retranchant dans une position conservatrice et restauratrice.

La cause première de l'arriération de cette vieille politique de la sécurité, tient évidemment au fait que l'URSS soit entrée en possession de la bombe bien après les États-Unis. La situation se modifia au début des années 1960, lorsque l'URSS non seulement récupérera le temps perdu, mais distança à son tour les États-Unis sur les points importants. Les Américains gardaient pourtant l'initiative en ce qui concerne les nouveaux systèmes d'armements (bombardiers stratégiques, sous-marins et porte-avions atomiques, missiles à têtes multiples indépendantes, etc.). Les Soviétiques, obligés de défendre leur territoire avec un arsenal diversifié d'armements conventionnels et d'armements nucléaires, n'ont pu rester à la fine pointe des développements stratégiques qu'impliquaient les armes nouvelles²⁸.

Le retard initial des Soviétiques dans l'évaluation stratégique du « fait nucléaire » tient aussi un peu d'importance que lui accordait Staline, pour qui ce fait ne constituait pas une « révolution » dans le champ militaire, mais simplement un facteur supplémentaire de l'artillerie lourde. La « peur de 1941 » a rendu difficile

28. C. DELMAS, *Histoire politique de la bombe atomique*, Paris, Albin Michel, 1967, 400 p.

une prise en compte conséquente de la nouvelle dimension atomique dans les problèmes de sécurité. Le tournant eut lieu avec Khrouchtchev et a été illustré par une série de décisions (en premier lieu, l'acquisition de missiles balistiques intercontinentaux et de sous-marins nucléaires) qui ont contribué à enlever aux États-Unis l'arme du chantage atomique; même si elles ont simultanément aggravé l'écart face à ces derniers en ce qui concerne la possibilité de soutenir adéquatement des guerres locales en des lieux éloignés, qui nécessitent des forces navales et des troupes de déploiement rapide. Une attitude nouvelle se fit jour aussi sur la question de la guerre elle-même qui n'était plus considérée « inévitable ». Mais les nouvelles thèses sur la possibilité d'éviter la guerre et d'imposer la coexistence pacifique ne venaient pas de la reconnaissance du « fait nouveau atomique », mais plutôt des mutations intervenues dans la situation internationale, et en particulier dans les rapports de force avec les États-Unis, au moment où l'URSS avec ses nouveaux missiles intercontinentaux pouvait enfin atteindre le territoire américain, lui faisant perdre ainsi le bénéfice de l'invulnérabilité.

L'insistance particulière avec laquelle on parla alors du rôle des missiles balistiques, de la possibilité voire de l'inévitabilité d'un recours aux armes nucléaires en cas de conflit, a conduit plus d'un observateur à se demander si on ne se trouvait pas devant une attitude nouvelle de l'URSS sur la question de la guerre préventive²⁹, à défaut d'une nouvelle politique globale de sécurité.

L'analyse de la politique soviétique des années de Khrouchtchev et de Brejnev n'autorise pas de telles conclusions. Moscou a très longtemps considéré la bombe atomique comme « arme de combat », et il n'y eut pas à l'époque que nous considérons de « saut qualitatif » dans la pensée militaire soviétique « sous la pression du fait nucléaire »³⁰. L'idée (en gestation ailleurs – voir les écrits de Togliatti) que la nouvelle arme mettait en question la possibilité même d'arriver à des résultats politiques par la guerre, n'atteignait pas la pensée des stratèges soviétiques d'alors. Même s'ils n'acceptaient pas les thèses chinoises sur le « tigre de papier », ils affirmaient cependant que la guerre nucléaire était possible, qu'un conflit entre les puissances nucléaires ne s'arrêterait pas au seuil des armes nucléaires, qu'une telle guerre était gagnable et qu'elle devait mener à la déroute du capitalisme et de l'impérialisme.³¹

29. On lit, par exemple, dans un opuscule soviétique (C.A. BABAKOV, *Sovetskaja Armija Sevodnija*, Moscou, 1976) ce qui suit: « Comme l'histoire le démontre, l'URSS n'a jamais attaqué personne et n'en a pas l'intention. Mais ceci ne veut absolument pas dire que les forces armées n'effectuèrent pas d'opérations de caractère défensif. L'Union soviétique répondra à l'agression par des actions offensives des plus énergiques, en utilisant toute la puissance de ses forces armées et de ses flottes (...) En analysant le caractère d'une éventuelle guerre mondiale, la doctrine soviétique part du fait que l'importance du facteur surprise augmente (...) Les objectifs stratégiques de la guerre seront poursuivis à travers une progression graduelle de succès tactiques sur un territoire limité, comme par le passé: des résultats militaires décisifs seront atteints en très peu de temps, à l'aide d'attaques nucléaires dévastatrices contre les principaux regroupements de troupes et les principaux objectifs de l'adversaire. »

30. En plus des références déjà citées sur la doctrine militaire soviétique, voir V. D. SOKOLOVSKIJ, *Voennaia strategija*, Moscou, 1965. Voir aussi *Fiches bibliographiques sur la pensée militaire soviétique*, Centro di studi strategici, LUISS, no. 2, 1983.

31. A. BABAKOV, *op. cit.*

Ce sont évidemment les thèses de ce type, comme l'a montré McNamara qui ont été utilisées « de manière catastrophique lors du débat aux « USA sur les pourparlers SALT 2 »³². C'est à Brejnev que devait revenir de les rejeter finalement, lorsqu'il déclara que la guerre nucléaire ne pouvait mener qu'à la « fin de la civilisation » et à « l'anéantissement de toute l'humanité »³³. Mais les vieilles conceptions, officiellement rejetées, avaient profondément marqué la politique de la sécurité et la doctrine militaire soviétiques. C'est ainsi que les actes n'ont pas suivi les paroles, comme l'a montré le déploiement des SS-20 en Europe, et que tout est resté au niveau de la propagande.

Il n'en est pas allé différemment après la mort de Brejnev, même si on a multiplié les efforts pour résoudre la crise des euromissiles. Les nouvelles propositions d'Andropov, malgré leur portée et leur caractère autocritique indubitables, n'ont pas réussi à modifier la situation. Et ce, en premier lieu parce que les États-Unis, décidés, on l'a vu plus haut, à suivre jusqu'au bout une ligne de confrontation et à déployer les Cruise et les Pershing en Europe, n'ont pas voulu ouvrir à leur adversaire la voie d'un retrait honorable.

Mais ce qui a empêché les propositions d'Andropov de modifier la situation – étant donné l'attitude américaine – c'est leur faiblesse intrinsèque, c'est le fait qu'elles n'allaient pas au-delà de l'URSS elle-même, pour inclure un large éventail de forces, comme les nouveaux mouvements pacifistes. Ces propositions exprimaient, une fois de plus, la vieille ligne du durcissement qui illustre la crise du socialisme soviétique. Crise qui nous force à rechercher ailleurs des réponses socialistes aux problèmes de notre époque. [Traduit de l'italien]

32. R. S. McNAMARA, « The Military Role of Nuclear Weapons », *Foreign Affairs*, automne 1983, vol. 62, no. 1.

33. *Pravda*, 21 octobre 1983.